

Toutes les compagnies ont signalé une légère diminution du nombre et du montant de leurs prêts en 1956 comparativement à 1955, mais leurs créances ont un peu augmenté. Les compagnies de petits prêts ont consenti 844,348 prêts (\$184,293,692) en 1956, contre 860,134 (\$191,248,350) en 1955. Le montant moyen des prêts s'est établi à environ \$210 en 1956. A la fin de cette dernière année, les créances se chiffraient à 543,394 (\$88,428,203), soit une moyenne de \$163, au regard de 529,704 (\$88,844,506) ou une moyenne de \$168 à la fin de 1955.

Section 3.—Ventes d'obligations canadiennes*

Les éditions antérieures de l'*Annuaire* faisaient l'historique des ventes d'obligations canadiennes jusqu'en 1954. Le compte rendu suivant continue cet historique pour 1955 et 1956.

Ces deux années se caractérisent par un régime monétaire plus sévère, qui a débuté durant la dernière partie de 1955 et s'est continué en 1956. Une baisse des prix et une hausse des rendements, surtout des émissions à court et à moyen terme, ont permis aux portefeuillistes judicieux d'acquérir plus d'obligations de premier choix. Ce développement, qui constituait un "mouvement préférentiel" sur le marché des obligations, a surtout touché les institutions importantes.

En ce qui regarde les nouvelles émissions, les ventes d'obligations canadiennes en 1955 (sauf les obligations échéant en moins d'un an) ont atteint \$2,661,516,323, brusque diminution sur 1954. En 1956, cependant, elles ont avancé considérablement (\$3,093,670,267), mais sans atteindre le sommet de 1954 (\$4,468,983,364). Ces reculs ont surtout résulté de l'importante diminution des emprunts du gouvernement fédéral (\$3,200,540,900 en 1954, \$1,348,500,000 en 1955 et \$1,357,000,000 en 1956). D'autre part, les emprunts provinciaux (obligations garanties par les provinces) et les emprunts municipaux (obligations scolaires paroissiales) ont été supérieurs en 1955 et 1956 à ceux de 1954. Les premiers ont totalisé \$434,165,000 en 1955 et \$557,888,000 en 1956, au regard de \$400,916,000 en 1954; les seconds (sauf ceux que les provinces garantissent), ont totalisé \$293,055,423 en 1955 et \$318,597,867 en 1956, contre \$260,993,664 en 1954. Quant aux nouvelles émissions des sociétés constituées, il y a eu diminution (\$585,795,000) en 1955, mais forte augmentation (\$860,184,400) en 1956, au regard du total de 1954 (\$606,532,800).

Dans le domaine des emprunts fédéraux, en 1955 et en 1956, de très importants capitaux ont été obtenus par la souscription publique à la série X (1^{er} novembre 1955) et à la série XI (1^{er} novembre 1956) des obligations d'épargne du Canada. Comme dans le cas de toutes les autres émissions d'obligations d'épargne, elles ont été réservées aux particuliers et n'ont pas été offertes aux sociétés et aux particuliers à la fois, comme ce fut le cas des emprunts de la victoire (de 1941 à 1945 inclusivement) et des deux emprunts de guerre (1940).

A l'encontre des autres émissions, la série XI des obligations (1956) accordait un intérêt croissant graduellement, le premier versement étant payable après six mois et annuellement par la suite. Cette échelle permettait un taux de 3½ p. 100 payable en deux coupons les premiers dix-huit mois; 3½ p. 100 payable en deux coupons les deux années subséquentes; 3½ p. 100 payable en deux coupons les deux années suivantes; et 4 p. 100 payable en sept coupons les années suivantes jusqu'à échéance le 1^{er} mai 1969. Un taux moyen de 3.76 p. 100 rendait cette obligation si profitable que les échanges des obligations précédentes en sa faveur ont été plus nombreux que pour toute autre émission.

* Rédigé par E. C. Gould, rédacteur de la rubrique financière, *The Monetary Times*.